



HAL
open science

Bassin laitier de Salto (Uruguay)

Pastora Correa, Pedro Abdeletche, Laura Piedrabuena, Danilo Bartaburu,
Jean-François Tourrand, Hermes Morales Grosskopf

► **To cite this version:**

Pastora Correa, Pedro Abdeletche, Laura Piedrabuena, Danilo Bartaburu, Jean-François Tourrand, et al.. Bassin laitier de Salto (Uruguay). *Voies lactées: Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, , 328 p., 2015, 978-2-7380-1384-2. 10.15454/1.447773668766975E12 . hal-02795836

HAL Id: hal-02795836

<https://hal.inrae.fr/hal-02795836v1>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Voies lactées

DYNAMIQUE DES BASSINS LAITIERS
ENTRE GLOBALISATION ET TERRITORIALISATION

Martine NAPOLÉONE
Christian CORNIAUX
Bernadette LECLERC
éditeurs scientifiques

isbn version numérique : 978-2-7380-1384-2



Bassin laitier de Salto (Uruguay)

L'expansion d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agroindustrie et de l'exportation

Pastora CORREA *, Pedro ARBELETCHÉ, Laura PIEDRABUENA, Danilo BARTABURU, Jean-François TOURRAND, Hermès MORALES GROSSKOPF

PAYS DE 18 MILLIONS d'hectares (dont 16 consacrés aux productions agricoles), couvert de pampa, localisé à l'embouchure du Rio de la Plata, entre le Brésil au nord et l'Argentine à l'est et au sud, peu peuplé avec des conditions agroclimatiques favorables, l'Uruguay (fig. 1) est exportateur de produits agricoles : riz exporté à 90 %, viande bovine et lait exportés à 70 %, illustrent ce positionnement. La dynamique de la production laitière en Uruguay s'inscrit, d'une manière générale, sur une trajectoire tournée vers la productivité par vache et par hectare, ainsi que l'exportation de commodités. À la différence de la viande pour laquelle l'Uruguay est une référence mondiale en termes de qualité, il n'y a pas, dans le cas des exportations laitières, de référence au territoire de production. La question porte donc sur la durabilité de ce système.



Nous nous intéresserons à la construction du petit bassin laitier dans la zone enclavée de Salto, dans laquelle la production laitière n'est pas traditionnelle. Nous verrons que les politiques publiques ont accompagné pas à pas le développement de ce bassin, basé dans un premier temps sur la consommation locale, puis nationale puis vers l'exportation.

* Auteur de correspondance : pcorrea@unorte.edu.uy

Résumé

Tout au long du XX^e siècle, la région de Salto dans le nord-ouest de l'Uruguay s'est structurée pour répondre à la demande locale et nationale en aliments, notamment en produits laitiers, mais aussi pour tirer profit de la demande internationale, comme tout l'agrobusiness en Uruguay.

Nous avons analysé les conditions de développement du bassin laitier de Salto en nous appuyant sur les divers travaux publiés, ainsi que sur la connaissance acquise par les auteurs depuis une vingtaine d'années. Quelques entretiens de personnes-ressources ont également été conduits. Il ressort de notre analyse que la production laitière n'a jusqu'à présent jamais fait référence à son origine géographique, que les conditions bioclimatiques et la ressource fourragère naturelle permettent une production très compétitive favorisant l'essor du bassin laitier. En revanche, l'instabilité des marchés déséquilibre les liens commerciaux établis et tend à limiter les potentialités de développement commercial.

Mots-clés : Amérique du sud, marché mondial, commodités, équipements, révolution fourragère.

Nous verrons aussi que ce bassin de production familiale s'est structuré autour d'une laiterie. La réflexion porte sur le devenir d'un bassin familial initialement structuré autour du marché local et urbain, puis tourné vers l'exportation.

La compréhension de la dynamique du bassin laitier de Salto nécessite de connaître la politique laitière nationale, qui sera donc exposée au début de cet article.



Figure 1. L'Uruguay administratif.

Méthode

Ce travail de synthèse s'appuie sur la connaissance acquise au cours des trente dernières années par les auteurs sur l'évolution de la production laitière dans le bassin de Salto, ces auteurs étant issus en partie du monde de la recherche, du développement et de l'enseignement. Un recensement des exploitations laitières du bassin de Salto et de leurs caractéristiques a été fait dans les années 1990 et a été régulièrement actualisé, notamment au travers de projets de recherche. Pour compléter ces données publiques, ont été réalisés plusieurs entretiens auprès de différents acteurs locaux de la production laitière, tels que des techniciens, producteurs, consultants et experts (Arbeletche et al. 2007, Piedrabuena & Arbeletche 2014), ainsi que dans le cadre spécifique du projet ANR Mouve. Pour décrire la situation au niveau national, les statistiques produites par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont été mobilisées.

LA PRODUCTION LAITIÈRE EN URUGUAY

L'Uruguay est un pays tourné sur l'exportation de viande bovine pour laquelle la qualité est reconnue. En revanche, aucune recherche de plus-value et de différenciation par la qualité dans le cas de la production laitière, d'autant plus que le lait en poudre est produit de manière semblable par toutes les laiteries du monde. En revanche, sur le marché national, la préférence du consommateur prend en compte la qualité liée à la marque et se paye par un prix plus élevé.

En Uruguay, la consommation de produits laitiers, environ 230 litres/personne/an (Hernández 2011), est la plus élevée d'Amérique latine. Elle ne représente que 30 % de la production. Les 70 % restants sont exportés, principalement sous forme de lait en poudre et de fromages industriels. La production uruguayenne représente respectivement 0,3 % de la production mondiale et 2,4 % du commerce international. Le pays n'a donc pas un poids suffisant pour négocier au niveau mondial, ce qui se traduit par une forte instabilité de ses marchés et donc des prix au producteur. La qualité sanitaire du lait produit en Uruguay est considérée comme bonne car 90 % des exploitations fournissent un lait inférieur à 50 000 UFC (standard international < 100 000) et 80 % présentent moins de 400 000 cellules somatiques (standard international).

Présentation du secteur laitier en Uruguay

DEUX GRANDES RÉGIONS LAITIÈRES ET DES PETITS BASSINS SECONDAIRES

En Uruguay, la production laitière se fait principalement dans deux régions : la zone Sud autour de Montevideo, qui comprend les départements de Canelones, Florida, San José et Montevideo, et la Côte Ouest comprenant les départements de Colonia, Soriano, Rio Negro et Paysandú (fig. 2). En dehors de ces deux régions, d'autres bassins considérés comme secondaires se sont créés autour des villes de Salto, Treinta y Tres et Cerro Largo (Bosque & Llambí 2003).

S'ils sont secondaires à l'échelle nationale, localement ils favorisent le développement des filières industrielles et de services liés à la production. Ils créent des emplois et contribuent de manière significative au produit intérieur. En permettant aux familles paysannes de rester dans les zones rurales, ils participent aussi au maintien des services et des infrastructures, voire à leur amélioration.

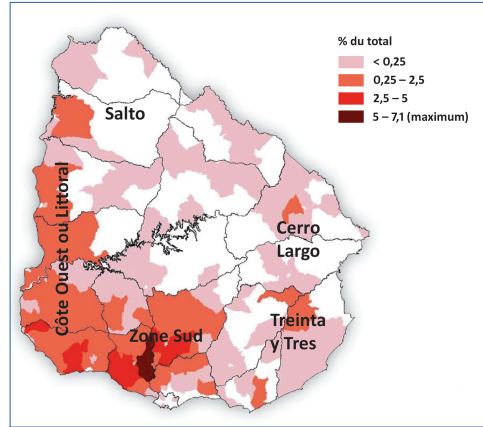
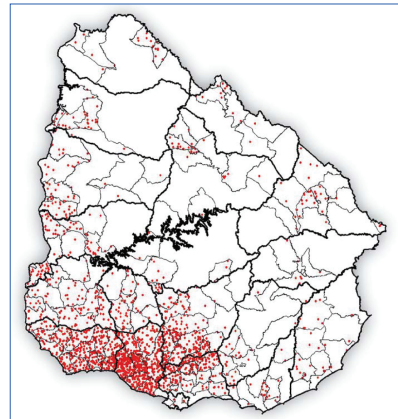
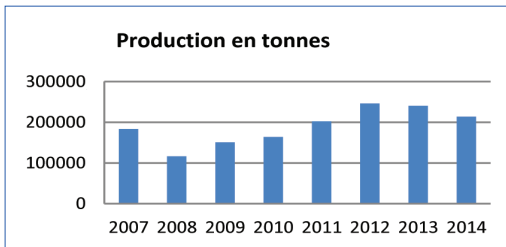


Figure 2. Production laitière en Uruguay par département (en % du total) et localisation des principaux bassins laitiers en 2008-2009 (MGAP-DIEA 2014, année 2010-2011).

UN SECTEUR ESSENTIEL POUR L'URUGUAY

Les chiffres montrent que le lait est un secteur essentiel en Uruguay. Avec 7,6 % en valeur des exportations, le lait est le troisième secteur du pays, les exportations de viande en représentant 22 %. Sur un total d'environ 4 000 producteurs, 3 200, soit 80 %, fournissent aux laiteries un volume total de 1,85 milliard de litres par an (Bagnato & Pedemonte 2012) pour une production nationale an-



Figures 3 et 4. Évolution de la production laitière en Uruguay et sa localisation (un point rouge = une exploitation laitière) (MGAP-DIEA 2014, année 2010-2011).

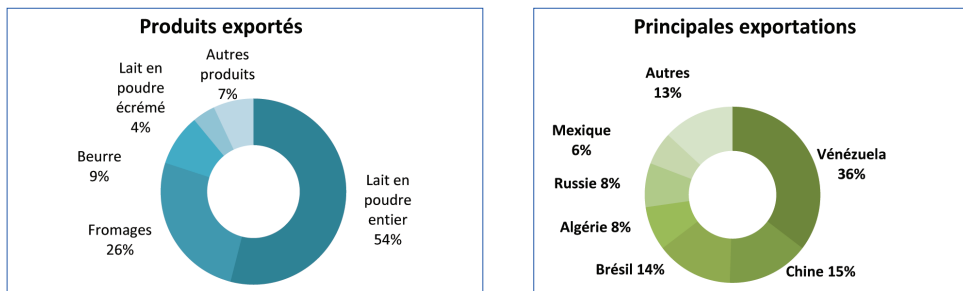
nuelle de l'ordre de deux milliards de litres (fig. 3). Environ 950 producteurs font leur propre fromage, certains d'entre eux livrant aussi une partie de leur lait à une laiterie. Les exploitations laitières se localisent principalement dans les bassins laitiers (fig. 4).

La valeur ajoutée du secteur est estimée à 20 % de la valeur brute de la production, un chiffre inférieur à la moyenne de l'industrie alimentaire, qui est de l'ordre de 24 % (Marrero et al. 2008). En 2011, 67 % du lait transformé par l'industrie a été exporté, rapportant au pays 700 millions de dollars, ce qui démontre le profil d'exportation du secteur (Bagnato & Pedemonte, 2012).

La production de lait représente environ 24 000 emplois directs, soit un emploi pour 50 ha, auxquels s'ajoutent les quelque 3 500 emplois de l'industrie laitière (Hernández 2011). Le secteur couvre l'ensemble des exploitations et des services qui y sont liés.

Le secteur laitier compte 35 laiteries, qui reçoivent 84 % de la production. La Société coopérative nationale des producteurs de lait (Conaprole) en capte à elle seule 65 %. Les autres ont toutes moins de 10 % chacune. La participation de l'industrie laitière à la valeur brute de la production industrielle uruguayenne était de 6 % en 2007, ce qui équivaut à 618 millions d'US dollars.

Historiquement, l'exportation est concentrée à 80 % dans les trois premiers groupes laitiers : Conaprole est le leader avec 59 % des exportations en valeur en 2011, puis viennent Indulacsa avec 10 % et Ecolat avec 8 %. Les douze autres groupes représentent chacune moins de 6 % du marché à l'exportation (Uruguay XXI 2012). Cela met en évidence une forte dissymétrie en termes de participation des groupes laitiers à l'exportation. Les exportations de produits laitiers se concentrent principalement dans quatre marchés : Venezuela, Chine, Brésil, Russie, Algérie, Mexique et Cuba, comme l'indique la figure 5. Ils représentent ensemble près de 80 % des ventes de produits laitiers d'Uruguay à l'étranger. Le restant part sur plus de 65 pays à travers le monde (Uruguay XXI 2012). Le principal produit d'exportation est la poudre de lait entier, comme le montre la figure 6.



Figures 5 et 6. Principales exportations laitières et produits laitiers exportés (adapté de <http://www.uruguayxxi.gub.uy> avec les données des annuaires Opypa et DIEA 2014).

Histoire passée et récente de la production laitière

Le secteur laitier a commencé à se développer en Uruguay au début du XX^e siècle. À l'origine, il y a eu vers 1935 la préoccupation du pouvoir politique sur la qualité du lait et ses impacts en santé publique. Cela concernait surtout l'agglomération de Montevideo en raison d'une part de sérieux problèmes de transport et, d'autre part, d'un système industriel peu efficace en termes de production, déficient d'un point de vue technologique, appliquant de bas prix aux producteurs.

Le nouveau système mis en place se caractérise dès le départ par une forte réglementation contrôlée par l'État. L'institution-clé qui définit la politique laitière, contrôle la qualité et évalue l'ensemble du secteur est le ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP).

En 1936 a été créée la Société coopérative nationale des producteurs de lait, la Conaprole (loi 9526 du 13 décembre 1935). Celle-ci est toujours la principale entreprise laitière du pays. Il s'agit d'une entreprise publique de droit privé, dirigée par des éleveurs élus par leurs collègues. Pendant de nombreuses années, le pouvoir exécutif a réglementé le marché du lait au travers de prix différenciés pour le lait destiné à la consommation directe et le lait destiné à la transformation pour la production de fromages, yaourts, etc. L'objectif de cette politique était de garantir l'approvisionnement normal et régulier de la population nationale tout au long de l'année, en particulier pendant les mois d'hiver où les producteurs recevaient de substantielles bonifications pour produire. La consommation interne étant le principal marché de la production jusqu'aux années 1970. Par la loi, Conaprole avait le monopole de l'approvisionnement en lait de Montevideo, la capitale du pays, qui rassemble près de 50 % de la population nationale, pour 50 ans. En contrepartie, Conaprole s'engageait à acheter toute la production laitière qui lui était proposée.

1935-1955 : UNE PRODUCTION POUR MONTEVIDEO

De 1935 à 1955, la production laitière était destinée au marché national. Les principaux bassins laitiers étaient Canelones, San José et Florida. La situation a perduré jusqu'à la décennie 1970.

L'histoire de la production laitière en Uruguay montre des conditions de production et de travail artisanales, sans électricité, à base d'eau de faible qualité, ainsi qu'une distribution du lait en charrette et train. La priorité donnée à l'approvisionnement de Montevideo faisait que de nombreux producteurs repartaient dans leurs exploitations sans avoir vendu la totalité de leur production.

L'alimentation des vaches laitières reposait sur le pâturage naturel, les cultures annuelles, ainsi que sur l'utilisation de concentrés, principalement en hiver en accord avec le premier modèle laitier prôné par l'État (Viera 2013).

Au cours de ses vingt premières années, les objectifs de production de la coopérative laitière ont évolué en fonction des changements macroéconomiques qu'a connus l'Uruguay. C'est ainsi que le volume de lait traité a crû de manière forte, passant de 35 millions de litres en 1935 à 250 millions de litres en 1955. À cette époque, il y avait un petit déficit pendant l'hiver et un petit d'excédent en beurre et de caséine au printemps, excédent qui était déjà exporté.

1955-1975 : UN MARCHÉ INTÉRIEUR DU LAIT BLOQUÉ ET L'ÉMERGENCE D'UN MARCHÉ À L'EXPORT

On considère que la période allant de 1955 à 1975 correspond à un blocage du cycle du lait, un peu à la manière de ce qui arrivait à tout le secteur agricole en Uruguay, en lien avec le marché interne sans croissance, et des investissements dont l'objectif était d'améliorer la qualité de la production et de décentraliser la collecte pour réduire les pertes de matière première, en particulier pendant l'été.

La décennie 1970 en Uruguay se caractérise par la promotion des exportations de produits agricoles standards et non traditionnels comme le lait. Cela se traduit par une forte croissance des exportations de produits laitiers de l'industrie coopérative et du pays en général. À la fin des années 1960, commence à se généraliser l'implantation de parcelles fourragères pour l'alimentation des vaches laitières, fourrage qui remplace les cultures vivrières utilisées auparavant en complément du pâturage naturel. Ce nouveau système porte le nom de système néo-zélandais.

1975-1990 : FAVORISER LES EXPORTATIONS EN AMÉRIQUE DU SUD

La troisième période commence en 1975 comme une conséquence directe de la politique d'appui aux exportations mise en place par le gouvernement en vue d'une meilleure insertion de l'Uruguay dans les marchés internationaux, en particulier celui du lait.

La nouvelle politique vise l'adoption de technologies tant dans l'industrie que dans la production afin d'augmenter la production, aussi bien à l'échelle nationale que par exploitation et par vache laitière. Cela se traduit par un effort important dans la recherche, l'assistance technique et la formation, à la fois académique et continue, des producteurs laitiers.

Conaprole s'est tournée vers le marché international, ce qui a coïncidé avec la création de plusieurs laiteries dans les différents bassins laitiers, dont Inlacsá dans le bassin de Salto. Il s'est ensuivi une série de changements donnant la priorité aux exportations.

Dans le même temps, le prix du lait se libéralise, car il était peu attractif pour les industries, et donc peu stimulant pour l'adoption de technologies. Les producteurs ont progressivement été payés avec un prix en lien avec le prix du marché à l'exportation, une fois prélevés les coûts et charges de l'industrie laitière. Le prix du lait au producteur s'est donc mis à varier en fonction du marché international. Toutefois, le prix du lait à la

consommation nationale est resté fixe sur décision des pouvoirs publics. Seul le prix du lait à l'exportation a varié.

De nouvelles technologies sont apparues. L'une des plus significatives a été l'arrivée des camions-citernes pour le transport du lait. Il y a eu également les tanks de refroidissement. Au niveau agricole, l'utilisation de prairies fourragères s'est développée, ainsi que la pratique des réserves en fourrage, en particulier la fabrication de bottes de foin pour stocker l'excédent fourragère du printemps en vue du prochain hiver, période pendant laquelle le foin sera donné en complément du pâturage, permettant d'augmenter la productivité par animal et par hectare.

Les exigences du marché international sur le statut sanitaire du pays, en particulier la fièvre aphteuse, ont été un des principaux freins à l'exportation en raison de la difficulté à gérer cette épidémie en Uruguay, compte tenu de voisins peu soucieux de leur état sanitaire, en particulier le Paraguay.

La décennie suivante a été marquée par la reconversion et de nouveaux investissements dans l'industrie laitière en vue notamment de réduire les coûts de main-d'œuvre. Tout d'abord, dans les années 1980, a été créé un service technique mixte (industries-producteurs) pour la promotion de la production laitière. L'État a achevé l'électrification de la zone rurale et a amélioré les voies de communication dans les différents bassins laitiers. L'ensilage a fait son apparition comme réserve d'alimentation pendant la période hivernale, au même titre que le foin. Les parcelles fourragères étaient pâturées par les troupeaux laitiers et l'apport de compléments concentrés s'est généralisé.

Puis, en 1984, Conaprole perd le monopole pour l'approvisionnement de Montevideo en lait. À cette même époque est créé le Conseil national de la production laitière en tant qu'organisme consultatif, de négociation et de gouvernance du secteur, même si son emprise reste à l'époque assez minime.

La production laitière continue de croître, passant de 250 millions à 1 milliard de litres par an. L'exportation devient la destination principale de la production transformée. L'exportation se fait sur une vingtaine de pays, surtout le Brésil qui absorbe environ 78 % des exportations de l'Uruguay. Les exportations laitières passent ainsi de 4 millions de dollars US annuels à



Figure 7. Poster humoristique placé bien en évidence à toutes les entrées du pays (aéroports, ports, frontières terrestres, etc.) vantant la qualité sanitaire de l'Uruguay et de ses produits animaux (Source : Folleto de la Campaña de control y erradicación de la fiebre aftosa de la Dirección General de los Servicios Veterinarios del MGAP, LEY 16.082/1989).

36 millions dans les années 1980, puis 113 millions dans les années 1990 et 340 millions en 2007.

Entrent en jeu les accords commerciaux à l'échelle régionale et internationale, en particulier le Protocole d'expansion commerciale entre le Brésil et l'Uruguay (PEC, 1980), l'accord Argentine-Uruguay de coopération économique (Cauce, 1977), puis l'accord global du Mercosur (1991) comportant des préférences commerciales importantes. De plus, à partir de 1989 est créé l'Inia (Institut national de Recherche agronomique) qui dépendait jusqu'à présent du ministère de l'Élevage, Agriculture et Pêche en partenariat avec la faculté d'Agronomie de l'Université de la République.

À L'APPROCHE DU NOUVEAU MILLÉNAIRE, CAP SUR LE MARCHÉ MONDIAL

À partir de la décennie 1990, il y a donc une forte croissance de la production laitière en vue de son exportation sur le marché international. Les exploitations laitières, de plus en plus en prise directe avec ce marché, doivent investir et se moderniser. Apparaissent de nouveaux défis tels que l'intégration de nouvelles technologies, l'exigence des critères de qualité, l'incertitude sur les prix, la gestion de la connaissance et la nécessaire rapidité d'adaptation au contexte (Attonaty & Soler 1991, Mc Connell & Dillon 1997, Neiman et al. 2001, Arrarte 2008).

En amont des laiteries, est lancé un programme pour promouvoir le refroidissement du lait, et la collecte par camion-citerne se généralise. Apparaissent aussi les systèmes collectifs de production de génisses liés à la spécialisation toujours plus poussée de la production.

En 1995, le Système national de qualité (SNC) est mis en œuvre, de même que le paiement à la qualité hygiénique sanitaire et à la protéine à partir de 1997. Ce dernier est entre les mains de l'industrie laitière qui l'applique de manière différenciée. Le résultat est probant. Le lait de type A constitue 64,9 % de la production au début des années 1990 pour atteindre 93 % en 2001, en plus d'une augmentation annuelle moyenne de la production de l'ordre de 14 % (DIEA 2003).

À la fin des années 1990, de nouvelles technologies font leur apparition, comme le semis direct et les silos de grains humides. Les volumes livrés à l'industrie laitière augmentent sous l'effet combiné de deux facteurs : la croissance de la production et une orientation plus franche vers les laiteries (Vaillant 1998). Près des trois quarts de la production va à l'industrie. Le dynamisme à l'exportation se maintient par la compétitivité de la production qui fournit un lait à bas prix et de niveau international.

La large diffusion du semis direct et de l'enrubannage rend obsolète l'équipement des producteurs laitiers. Seules les très grosses unités peuvent supporter un tel investissement que représente l'acquisition de ces nouveaux matériels. Les producteurs font donc de plus en plus appel à des sociétés de services pour les travaux mécanisés (Craviotti 2001).

Les plus petits producteurs voient ainsi leurs marges et bénéfices se réduire, limitant d'autant plus leurs capacités d'investissement et d'adaptation aux nouvelles exigences.

2000–2010 : L'ORGANISATION SE COMPLEXIFIE

À la suite de la forte dévaluation de la monnaie argentine et uruguayenne de l'ordre de 70 % entre 1999 et 2002, à laquelle s'ajoute l'effet de la croissance de la production laitière au Brésil, pays devenant exportateur après avoir été pendant très longtemps importateur, l'Uruguay est contraint de trouver de nouveaux débouchés pour sa production. L'insertion durable et compétitive dans le marché international a nécessité de gros investissements dans l'industrie laitière, en technologie, en maintien de la qualité de la matière primaire. Elle a aussi



Figure 8. Le parc industriel de Conaprole est constitué de huit laiteries localisées à Florida, Villa Rodríguez, Canelones, San Carlos/Maldonado, Rincón del Pino/San José, Rivera, Mercede/Soriano y Montevideo. La dernière inaugurée en 2004 est entièrement automatisée
(Source : <http://www.conaprole.com.uy>).

contraint à réduire les coûts dans la phase terminale. Les investissements ont porté sur la fabrication de poudre de lait, la récupération et valorisation industrielle du petit-lait et l'automatisation des tâches. Ainsi Conaprole a investi près de 80 millions \$US au cours des dix dernières années, tout en regroupant et convertissant plusieurs de ses laiteries.

En 2005, Conaprole comptait 1 800 employés et environ 2 300 producteurs (variation d'une centaine de producteurs) lui livrant le lait, tous en traite mécanisée. Le groupe exportait sur une soixantaine de pays et fut déclaré première entreprise d'exportation (Presidencia del Uruguay 2006). Le groupe a investi dans la communication avec par exemple un site internet interactif Conaprole où les producteurs peuvent confirmer leurs données de livraison de lait, de paiement et les achats réalisés. Le groupe s'appuie aussi sur des techniciens responsables par zone qui interviennent au niveau des exploitations, tentant de prévenir les problèmes et apporter des solutions au plus tôt.

Toujours en 2005, un cabinet ministériel de l'Innovation est créé sur recommandation de l'Agence nationale de la Recherche et de l'Innovation. Dès cette époque, plusieurs institutions se réunissent pour favoriser l'innovation dans le secteur laitier, en particulier grâce à des politiques différenciées pour la production familiale, et grâce au crédit rural pour la production laitière, l'organisation des producteurs, la commercialisation et la transformation, la formation continue des producteurs, des gestionnaires et des ouvriers du secteur laitier.

En 2007 est créé l'Institut National du Lait qui définit la politique laitière nationale et remplace le Conseil national du Lait. À la même époque, le pouvoir public sort de la gouvernance de Conaprole. Se créent aussi de nouvelles institutions à caractère régional, tels que des groupes de fromagers fermiers, le groupe des laitiers du littoral avec des re-présentants des gouvernements locaux, des producteurs et des industriels. Les améliorations techniques les plus marquantes dans la production laitière concernent la gestion du pâturage qui reste la base de l'alimentation des vaches. Des améliorations ont également été réalisées dans les salles de traite, les trayeuses, le stockage et le transport du lait. La productivité de la main-d'œuvre s'en trouve fortement augmentée, le temps de traite et les risques sanitaires sont diminués, et la qualité du lait s'améliore. Profitant de la globalisation, les exportations portent sur 55 pays sur tous les continents. Le Brésil continue d'en absorber 15 %. Seulement 30 % de la production va sur le marché interne uruguayen. En 2008, la production laitière reçue par l'industrie atteint 900 millions de litres avec une perspective de croissance soutenue et une destination prioritaire plus que jamais tournée vers l'international.

La fin de la dernière décennie est marquée par l'entrée en scène de la question climatique. Celle-ci s'impose au secteur laitier de deux manières. Tout d'abord la plus grande fréquence des sécheresses, tant hivernales qu'estivales, fragilise la stabilité de la production. Ensuite, la nouvelle donne environnementale adoptée au niveau global et qui percole dans les politiques nationales implique de nouveaux discours et de nouvelles normes de production auxquelles l'ensemble du secteur est ou sera contraint de s'adapter, notamment pour tout ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des sols, de l'eau et de la biodiversité, les crédits d'investissement et de fonctionnement, les critères de qualité pour étendre les marchés différenciés (Viera et al. 2013). Malgré cela, l'instabilité des prix est une constante pour les producteurs, en particulier en raison de l'instabilité politique au Venezuela, premier importateur du lait d'Uruguay, mais aussi en raison de nouvelles normes concernant l'emploi dans le monde rural uruguayen et qui affectent directement les grands groupes laitiers reposant sur de la main-d'œuvre salariée.

La dynamique actuelle du secteur laitier en Uruguay

POLITIQUES PUBLIQUES PROMOUVANT TOUJOURS LA CONSTRUCTION COLLECTIVE, L'ADOPTION DE TECHNOLOGIES ET L'EXPORTATION DE COMMODITÉS

Comme cela a été montré précédemment, le secteur laitier en Uruguay est exemplaire en matière de politique publique cohérente sur le long terme, s'appuyant sur une agriculture familiale forte et organisée autour d'une industrie laitière publique et coopérative, puis seulement en partie privatisée, centrée sur la qualité en vue d'approvisionner le mar-

ché national, puis de dégager des dividendes sur le marché international par l'exportation de commodités (Viera et al. 2013).

Le lien direct avec le marché international implique une grande instabilité des prix (fig. 9), d'autant plus que ceux-ci sont fonction des accidents sanitaires survenant sur le territoire national, comme le cas de la fièvre aphteuse, ou à l'international, cas du scandale de la mélanine en Chine. Cette instabilité affecte positivement ou négativement les stratégies des producteurs laitiers, surtout quand les alternatives agricoles ou financières sont moins exposées aux aléas nationaux et internationaux (cas de la production de soja, des plantations forestières, ou même de la production de viande).

Le climat est un autre sérieux facteur d'instabilité, en particulier les périodes de sécheresse estivale et hivernale. Ces sécheresses affectent fortement la production laitière, notamment le disponible fourrager. Elles contraignent les producteurs à mettre en place des pratiques alimentaires et des mécanismes de gestion spécifiques pour diminuer l'incidence sur la production laitière dans l'immédiat mais aussi dans le futur. Il s'agit d'un des principaux axes de travail de la recherche et de l'assistance technique.

Par ailleurs, démarrées dans un des deux grands bassins laitiers, celui de Colonia (bassin Littoral Ouest), de nombreuses exploitations transforment le lait à la ferme, et vendent leur produit dans des foires en circuits courts, sans autre cahier des charges que le simple respect de règles sanitaires. Ces fromages ne sont pas protégés par un signe particulier. Tout producteur laitier, où qu'il soit en Uruguay, peut faire son fromage et l'appeler « Colonia ». Cette nouvelle tendance concerne près d'un millier de producteurs à l'échelle du pays. Parallèlement et face à ces pratiques, des initiatives de certification d'origine tendent à apparaître en vue de marché de niches.

Par ailleurs, démarrées dans un des deux grands bassins laitiers, celui de Colonia (bassin Littoral Ouest), de nombreuses exploitations transforment le lait à la ferme, et vendent leur produit dans des foires en circuits courts, sans autre cahier des charges que le simple respect de règles sanitaires. Ces fromages ne sont pas protégés par un signe particulier. Tout producteur laitier, où qu'il soit en Uruguay, peut faire son fromage et l'appeler « Colonia ». Cette nouvelle tendance concerne près d'un millier de producteurs à l'échelle du pays. Parallèlement et face à ces pratiques, des initiatives de certification d'origine tendent à apparaître en vue de marché de niches.

UNE PROFONDE MODIFICATION DE L'ACTIVITÉ LAITIÈRE EN MILIEU RURAL

Au cours des dix dernières années, le nombre de producteurs laitiers a fortement diminué, de même que la superficie utilisée pour la production laitière, et cela en raison d'une profonde modification de l'activité rurale liée à l'expansion récente de l'agriculture d'exportation – principalement le soja – et des plantations forestières.

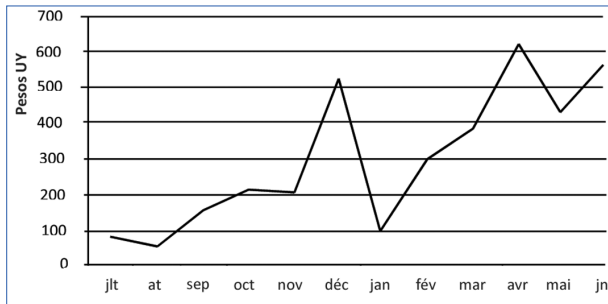


Figure 9. Évolution du revenu moyen des producteurs laitiers en Uruguay (en Pesos UY, 1 €=30 \$UY) (Consorcio regional de experimentación agrícola)/Fucrea (Anuario Opya 2014).

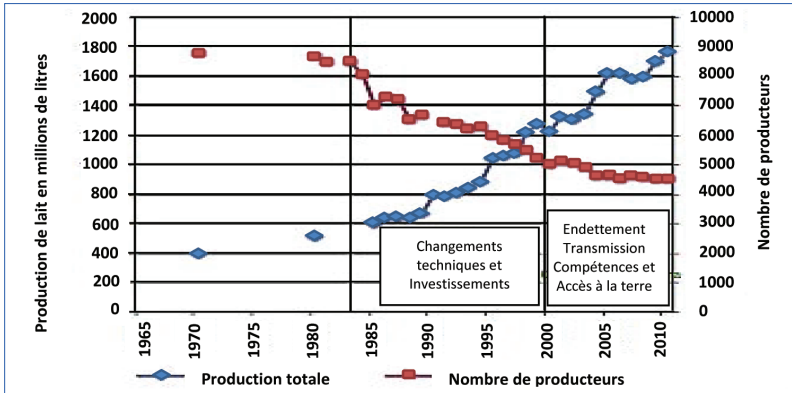


Figure 10. Évolution de la production de lait et du nombre de producteurs en Uruguay
(Source : Viera et al. 2013 adapté de DIEA 2010).

Ainsi, sur 1,1 million d'hectares affectés à la production laitière à la fin des années 1990, il n'en reste que 0,857 million en 2010 (Uruguay XXI 2012). Dans le même temps, le nombre de producteurs a diminué de moitié, passant en 20 ans d'un peu plus de 8 000 à environ 4 000, comme le montre la figure 10. En revanche, le volume global de lait produit a plus que quadruplé entre 1970 et 2010, principalement, selon Hernández (2011), en raison de l'intensification de la production due à une meilleure productivité par hectare et par vache.

FAVORISER L'INVESTISSEMENT EN MILIEU FAMILIAL

En Uruguay, l'exploitation laitière est de type familial. La famille vit sur l'exploitation dans près de 90 % des cas. Rappelons que l'agriculture familiale concerne les deux tiers de la population rurale en Uruguay, population rurale qui représente seulement 18 % de la population nationale. Une exploitation laitière compte en moyenne 5,2 personnes, soit deux de plus que la moyenne des fermes ; cela s'explique en partie par l'exigence en main-d'œuvre de la production laitière, liée aux tâches d'astreinte.

Au cours des dernières décennies, le nombre de producteurs a diminué en raison du départ à la retraite des exploitants les plus âgés, mais aussi et surtout par le jeu de la concentration de la production, et en conséquence, de l'augmentation de la taille des exploitations laitières, comme le montre la figure 11.

Les exploitations de moins de 50 ha ont diminué de moitié quand celles de plus de 500 ha ont augmenté de 10 %. Il reste encore une quantité importante de petites exploitations, 38 % du total ayant moins de 50 ha pour une superficie globale occupée de 5 %. À l'inverse, 6 % des exploitations ont plus de 500 ha et occupent plus de la moitié de la superficie totale.

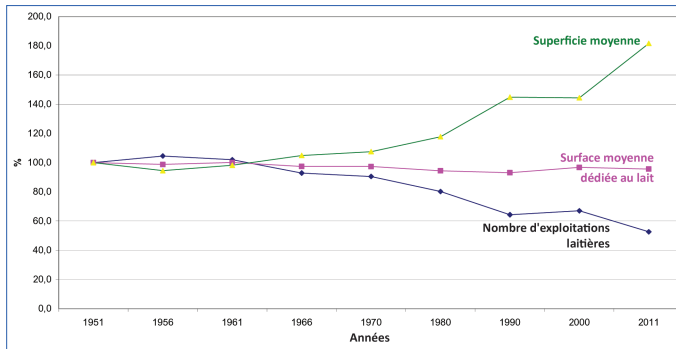


Figure 11. Évolution de la superficie moyenne, de la surface moyenne dédiée au lait et du nombre d'exploitations laitières au cours des 60 dernières années (base 100 = 1951) (Source : DIEA, recensement général agricole 2011).

Il existe néanmoins une plus grande spécialisation laitière dans les petites exploitations et une tendance à la diversification dans les plus grandes, ne serait-ce que pour prévenir les risques du marché international, comme déjà mentionné.

Pour appuyer l'investissement en milieu familial, des fonds publics d'investissement à la production ont été créés, tel que le Fond de financement de l'activité laitière, lancé durant la crise économique de 2002. En 2007, fut créé un nouveau fond fonctionnant avec l'émission de titres de dettes qui sont achetés par des investisseurs privés, institutionnels et publics.

Via l'équivalent uruguayen de la chambre d'Agriculture (MGAP), le gouvernement appuie la production familiale avec, par exemple, un programme d'amélioration des compétences techniques et une plus grande durabilité. L'objectif est d'accroître la superficie des exploitations jusqu'à une centaine d'hectares tout en ayant accès à des structures collectives pour l'élevage des génisses. Depuis 2005, on note un nouveau dynamisme de l'action syndicale, avec notamment les conseils de salariés et la nouvelle régulation sur les horaires de travail promulguée en 2008.

Enfin, les organisations de producteurs, qui ont toujours été fortes en Uruguay, ainsi que des industriels du secteur du lait, innoveront également. Pour exemple, l'interprofession de la production du lait réunit les structures fédératives de différentes zones, telles que les associations régionales de producteurs laitiers, la chambre de l'industrie laitière et les conseils régionaux du lait.

UN BASSIN LAITIER SINGULIER : LE BASSIN DE SALTO

Le bassin laitier de Salto s'étend sur environ 350 000 ha de sols adaptés à la production laitière et bénéficiant des services de la proximité de la ville de Salto.

Le bassin laitier de Salto s'étend sur un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de la ville de Salto, et empiète donc sur le département de Paysandú situé au Sud. Plusieurs routes le traversent et les pistes sont de bonne qualité, quelle que soit la saison, en raison d'un sol fertile, même si à dominante sableuse. Les premiers kilomètres autour de Salto sont dédiés au maraîchage, puis viennent la production laitière ainsi que la production fruitière. L'activité laitière est associée à l'élevage allaitant, la riziculture, le maraîchage et l'horticulture, en particulier les agrumes. En 2004, 41 % des producteurs laitiers avaient déclaré avoir des revenus autres que la production laitière, dont 70 % d'origine agricole (Arbeletche et al. 2006).

En 2000, sur 1 556 exploitations agricoles recensées, 98, soit 6 %, avaient une activité de production laitière à titre commercial. Elles couvraient environ 7 % du bassin.

La plupart des institutions uruguayennes intervenant en milieu rural sont présentes dans la ville de Salto comme l'université de La Republica, en particulier la faculté d'Agronomie, l'Institut national de la Colonisation, ainsi que tous les services administratifs. Avec près de 100 000 habitants, la seule ville de Salto, la deuxième ville d'Uruguay, réunit 83 % de la population du département.



Figure 12. Situation du bassin laitier de Salto (ovale rouge), et images du bassin laitier de Salto (photos Pastora Correa).

Les systèmes de production laitière de Salto en quelques chiffres

Le bassin de Salto répondait à la demande de l'État, fortement appuyé par la profession, de développement du secteur laitier. L'originalité du bassin de Salto vient à la fois du caractère extensif des systèmes familiaux le constituant et de la succession d'investissements privés dans la laiterie.

L'étude menée en 2004 dans le bassin de Salto par Arbeletche et al. (2006) montre le caractère familial de la production laitière et son rôle dans le maintien de l'exploitant sur l'exploitation. L'étude porte sur 85 % des exploitations laitières du bassin (72 exploitations enquêtées sur 85). Une autre caractéristique est le caractère extensif, avec une alimentation basée sur le pâturage naturel et en partie cultivé.

La figure 13 illustre la formation des producteurs laitiers du bassin de Salto. Près de la moitié (46 %) ont le niveau d'enseignement primaire, un tiers (33 %) ont le niveau secondaire et 21 % sont allés dans le supérieur (technique ou universitaire).

La structure du revenu des exploitations laitières du bassin de Salto est illustrée par la figure 14. Plus de la moitié n'ont pas d'autres sources de revenu. Parmi les autres, 60 % ont d'autres revenus agricoles et 40 % ont des activités non agricoles.

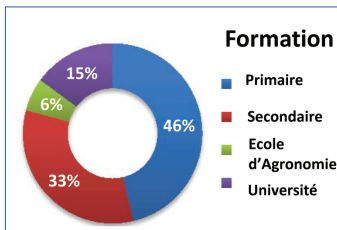


Figure 13. Niveau de formation des producteurs laitiers du bassin de Salto.

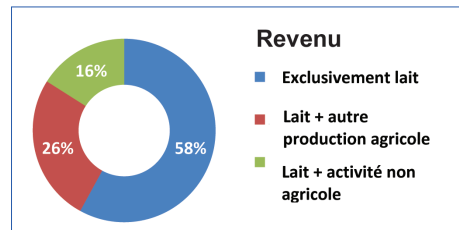


Figure 14. Structure du revenu des exploitations laitières du bassin de Salto.

Les exploitations laitières du bassin de Salto comptent en moyenne 4,1 personnes, dont la moitié travaille dans l'exploitation (tabl. 1). Un peu plus des 2/3 (68 %) des producteurs laitiers résident sur leur exploitation. Environ 3/4 des exploitations ont accès à l'électricité et 90 % font la traite mécanique. Seulement 4 % des producteurs n'ont pas de tank réfrigéré. Un peu plus de la moitié des producteurs laitiers (57 %) déclarent recevoir une assistance technique, en provenance du secteur privé (34 %), de la laiterie (38 %), des groupements de producteurs (17 %) ; 15 % sont eux-mêmes des techniciens. Pour l'équipement, en 2004, 55 % des producteurs ont estimé que le manque d'équipement était une contrainte majeure et 78 % faisaient appel à des entreprises, surtout pour le semis, la coupe et le stockage du fourrage.

		Uruguay	Salto
Exploitation	Surface (ha)	167	243
	Vaches laitières (nombre)	69	68
Production annuelle	par exploitation (litres)	208 000	145 539
	par hectare (litres)	1 245	600
	par vache traite (litres)	3 014	2 143
Main d'œuvre	Membres de la famille (nombre)	2,3	1,5
	Salariés permanents (nombre)	1,4	2
	Salariés temporaires (en jours par an)	15,2	24,3

Tableau 1. Principales caractéristiques des exploitations laitières du bassin de Salto et pour l'ensemble de l'Uruguay en 2000 (Source : recensement général agricole 2000).

La productivité moyenne est de 9,5 litres par jour et par vache. Elle est considérée comme faible pour le bassin dans la mesure où avec le même nombre d'animaux et sans investissement supplémentaire, il est possible d'atteindre 15 litres par vache par jour. Cela s'explique en partie par l'âge moyen élevé des producteurs laitiers (environ 50 ans) qui cherchent à stabiliser leur revenu et ne prennent pas de risques dans le cadre incertain de la commercialisation. La productivité du travail dans les exploitations laitières de Salto (définie par le nombre de vaches laitières, la surface et la production en litres de lait) est inférieure à la moyenne nationale. Selon Flamenbaum (1994), la région du Nord-Ouest, c'est-à-dire celle du bassin de Salto, est peu propice à la production laitière en raison des médiocres conditions climatiques (fig. 15 et 16) : étés chauds, grande variabilité de la pluviométrie, faible fertilité des sols généralement très sableux. Les exploitations laitières doivent être de grande taille pour être rentables.

Figure 16. Température de l'air à Salto en °C de 1961 à 1990 (source : Direction nationale de la météorologie).

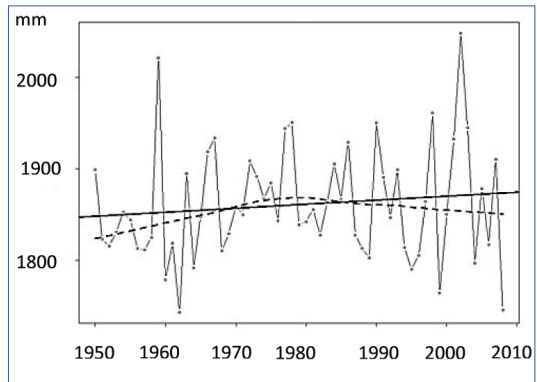
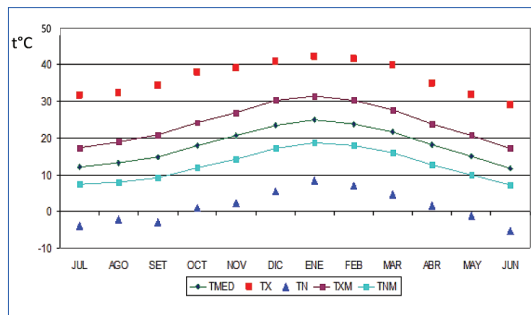


Figure 15. Pluviométrie totale à Salto de 1950 à 2008 (source : Direction nationale de la météorologie).



L'évolution du secteur du lait dans le bassin de Salto

Un acteur local, fin connaisseur de l'histoire du bassin laitier, raconte :

« L'histoire, l'origine du bassin laitier de Salto est locale... disons que les communautés de Laureles et Campos de Todos sont proches de la faculté d'Agronomie. Une des familles, Panizza, était dans l'élevage, avait un troupeau de normandes pour le lait et la viande, tirait le lait qui était livré à la laiterie créée par la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, qui a donc eu un rôle majeur dans la création du bassin laitier de Salto. Elle produisait du lait pasteurisé ainsi que le beurre et quelques sous-produits. En clair, le bassin laitier plonge ses racines dans l'élevage local et sa trajectoire en restera marquée pendant de longues années, en particulier avec la race normande pour la production de lait et de viande. »

« Plus tard, apparaît la Fasil, et M. Fernández Ambrosoni prend la direction de la laiterie, au début de la décennie 1970. C'est une période charnière du bassin laitier dans la mesure où la laiterie tournée sur l'approvisionnement de la ville de Salto, est logiquement et progressivement devenue une structure faite pour l'exportation. L'histoire de la laiterie de Salto représente bien ce qui s'est passé en Uruguay dans le secteur du lait. En effet, proche des éleveurs à son origine, la laiterie a grandi et s'est restructurée sous la direction de Fernández Ambrosoni, jusqu'à se déstructurer et faire faillite. C'est là qu'est apparue la Conaprole pour la gérer un temps, avant qu'elle soit achetée par Chappuis & Dreyer. Il y a donc eu tout au long de la vie de la laiterie un certain nombre de courts-circuits qui ont contrarié le bon développement du bassin laitier de Salto. Les producteurs ont assisté à toute cette histoire avec des repreneurs disant qu'ils allaient investir, solder les dettes... sans vraiment savoir s'ils allaient être payés et pouvoir fournir leur lait. »

« L'histoire récente de la laiterie est mieux connue. Les deux propriétaires Chappuis & Dreyer sont décédés. La laiterie est tombée dans les mains du fils de Chappuis. Elle est restée la plus grande laiterie du bassin, puis a été vendue aux Mexicains. »

Un bassin local, impulsé par l'université au début du XX^e siècle

La Société de promotion rurale de Salto a vu le jour en 1917, à partir de quoi est née la Sofrils (Société de promotion de l'industrie laitière de Salto) créée par la faculté d'Agronomie de l'Université de la République, pour promouvoir l'investissement public. L'origine de la laiterie de Salto est quant à elle liée à la nécessité d'approvisionner la capitale départementale, Salto, à partir d'exploitations laitières trayant à la main des vaches laitières, à base de race normande. Jusqu'alors, le lait était vendu cru ou après transformation en fromage. Il n'y avait pas de collecte.

La laiterie ouvre en 1930 avec un petit laboratoire. Elle couvre le bassin laitier tout en servant à la formation universitaire et à la recherche. Une coopérative est également créée pour commercialiser les produits laitiers dans différents points de vente de la ville de Salto. La laiterie fonctionnera jusqu'en 1966. Les producteurs laitiers sont localisés dans un rayon de 20 km. Pour la première fois, il est fait usage d'un camion pour collecter le lait.



Figure 17. Papier d'emballage du beurre provenant de la laiterie de Salto, vendu par la coopérative en 1941 (Source : faculté d'Agronomie 1941).

INITIATIVE PRIVÉE DE LA COLONIA RUBIO

À la fin des années 1960 s'installe une première laiterie (Fasil) avec des capitaux privés et locaux. Le bassin s'étend à la communauté Antonio Rubio (colonia Rubio), localisée au nord du département voisin de Paysandú, à une quarantaine de kilomètres de la ville de Salto. Il s'agissait essentiellement d'agriculteurs qui, en raison de la baisse des rendements liée à la perte de fertilité des sols et des faibles prix agricoles, se convertissaient à la production laitière, avec pour objectif de récupérer la fertilité de leurs sols avec une sole fourragère.

Le même acteur local continue :

La colonia Rubio : du blé au lait

« La colonia Rubio est importante dans la constitution du bassin laitier de Salto. Cette importance repose autant sur des critères agronomiques que sur des facteurs sociaux. La coopération entre producteurs est forte dans la colonia Rubio. Elle s'appuie sur le sentiment d'appartenance à une communauté reconnue, un style de vie particulier et un attachement au lieu, des stratégies d'entraide, de solidarité et de coopération entre les familles. Cette dynamique est également forte comme dans d'autres régions. L'autre particularité de la colonia Rubio, est d'avoir été dédiée à la production de blé et de tournesol jusque dans les années 1960 et 1970, époque où elle s'est tournée vers la production laitière. La proximité géographique des exploitations a d'une certaine manière favorisé des pratiques telles que l'insémination artificielle, et a incité les pouvoirs publics à développer les routes, chemins, lignes électriques, etc. »

EXPANSION COMMERCIALE DE LA LAITERIE (1970-1990)

Au travers de l'histoire de la laiterie de Salto racontée par cet acteur local, on voit bien la trajectoire globalement positive, mais on comprend aussi l'incertitude des producteurs vis-à-vis de l'aval de la filière, incertitude qui les poussait à investir modérément dans leurs outils de production, et donc à maintenir des productions laitières assez basses, reposant sur des pratiques extensives leur donnant ainsi la possibilité de basculer rapidement sur de la production bouchère ou bien de l'agriculture.

Fasil est devenue Fasisa puis Inlacsa avec comme mission l'exportation, toujours avec des capitaux privés locaux. En 2005, la laiterie, par ailleurs très endettée, a été achetée par des investisseurs mexicains pour devenir Indulacsa (Industria láctea de Salto).

La mécanisation de la traite débute dans les années 1970, ainsi que les premières acquisitions de tanks réfrigérés, l'implantation de parcelles fourragères pour le pâturage, la rotation des parcelles, l'insémination artificielle, le retrait des veaux des mères. Un élément-clé de tous ces changements a été l'arrivée de l'électricité triphasée dans les exploitations. L'intensification du système fourrager et la spécialisation en production laitière ont été directement impulsées par la propre industrie laitière au travers de financements spécifiques mis à la disposition des exploitants.

À partir de 1985, Inlacsa et l'association des producteurs laitiers (Sofrils) ont créé un service d'assistance technique en vue d'accroître la production laitière dans le bassin. Toutefois, le processus s'est déroulé avec une réduction du nombre de petits producteurs qui n'ont pu suivre la dynamique. Depuis le début de la décennie 1980, la moitié des producteurs de lait fournissant la laiterie a disparu ; de 140 en 1980, ils ne sont plus que 69 en 2011. Les plus petits (moins de 200 ha) sont partis en premier. En contrepartie, le nombre de gros producteurs a augmenté, selon la même tendance enregistrée au niveau national (recensement général de l'agriculture 2011).

L'INTENSIFICATION FAVORISE DES PLUS GRANDES EXPLOITATIONS

Au début de la décennie 1990, la chute des prix agricoles, en particulier ceux de la viande, de la laine et des grains, ont conduit à la faillite une part importante des exploitations familiales traditionnelles, reposant sur l'élevage bovin allaitant, l'élevage ovin pour la laine et une petite production céréalière. Une autre part de ces exploitations familiales s'est convertie dans la production de lait. Progressivement à cette époque, apparaissent des exploitations laitières plus grandes et plus performantes, le plus souvent gérées par des techniciens agricoles, généralement membres des familles exploitantes. Le bassin de Salto s'est par ailleurs étendu par l'intégration de nouveaux producteurs localisés à la périphérie. Il est arrivé à représenter environ 1,2 % de la production nationale.

Au milieu des années 1990 arrive à Salto la principale industrie laitière et coopérative du pays, la Conaprole. Celle-ci bénéficie de la concurrence entre laiteries pour capter la

production locale en vue de l'exportation ; les nouveaux producteurs livrent en priorité à la Conaprole. Parallèlement, de nouvelles technologies se diffusent largement : refroidissement du lait, constitution de réserves fourragères pour les périodes difficiles, insémination artificielle.

À la même époque, la Société de promotion de la colonia Rubio, avec l'appui de l'Institut national de la colonisation, organisent le premier atelier de production de génisses, proposant aux producteurs laitiers de se désengager de cette activité pour mieux se concentrer sur la production de lait.

ARRIVÉE DE CAPITAUX ÉTRANGERS ET ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

La concurrence entre la laiterie locale et la Conaprole se poursuit jusqu'à l'arrivée de capitaux étrangers, mexicains en l'occurrence, en 2000. C'est le rachat de la laiterie locale, la création de Indulacsa, l'accord avec Conaprole pour la collecte des producteurs, au nombre de 37 venant s'ajouter aux 48 de la laiterie rachetée. L'ensemble augmente sensiblement la capacité industrielle de Salto, ce qui tend à promouvoir la production laitière au sein du bassin, en particulier par une meilleure productivité, mais aussi à la périphérie, en incorporant de nouveaux producteurs familiaux localisés dans des communautés au nord du département, en particulier les communautés de Norte de Salto, Constitución et Belém.



Figure 18. La laiterie Indulacsa à Salto avec entre autres les drapeaux uruguayen et mexicain (ph. Hermès Morales).

En 2000, le bassin s'étend sur 29 000 ha, compte 13 000 têtes pour une centaine de producteurs. Environ 44 % sont des producteurs laitiers familiaux, et un tiers des entreprises agricoles fonctionnent avec des salariés. Pour resituer à l'échelle de la région, environ la moitié des exploitations laitières sont spécialisées et ne produisent que du lait, 20 % sont peu diversifiées et 30 % sont pluriactives.

Le nombre de petites exploitations est encore significatif avec 38 % qui ont moins de 50 ha et couvrent moins de 5 % de la surface totale. Cela est à mettre en rapport avec les 6 % d'exploitations de plus de 500 ha qui occupent plus de la moitié de la surface. La superficie des parcelles fourragères cultivées augmente sensiblement ainsi que l'utilisation de compléments alimentaires. Cela conduit à un changement dans la composition

du troupeau laitier. Le nombre moyen de vaches laitières par exploitation augmente, passant de 57 en 1985 à 85 en 2004.

De 2002 à 2011, la quantité de lait par vache a doublé et la productivité par hectare a augmenté de 61 %. Cette amélioration repose sur un système fourrager plus performant et l'utilisation d'aliments concentrés. Le chargement passe en effet de 0,59 à 0,77 UGB/ha, et la part des parcelles améliorées dans l'assolement, de 34

à 48 %. Toutefois, s'il y a eu une augmentation nette de la superficie exploitée, il y a eu aussi une diminution des prairies permanentes et en contrepartie une nette augmentation des prairies temporaires. Cela est à mettre sur le compte de la réponse des producteurs aux périodes de sécheresse récurrentes depuis 2005 qui ont un impact négatif sur la pérennité des prairies permanentes. Parallèlement, la race Holstein remplace progressivement les races traditionnelles comme la normande.



Figure 19. Vaches laitières de race Holstein sur prairie temporaire à Salto (ph. Pastora Correa).

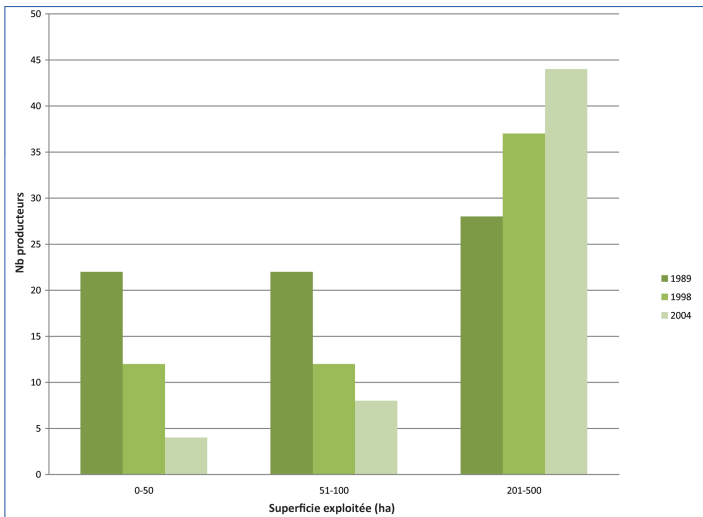


Figure 20. Évolution du nombre de producteurs laitiers dans le bassin de Salto de 1989 à 2004 en fonction de la surface exploitée.

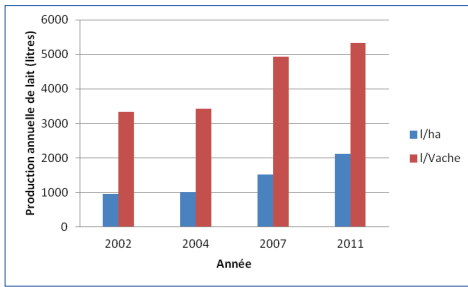


Figure 21. Évolution de la productivité laitière dans le bassin de Salto.

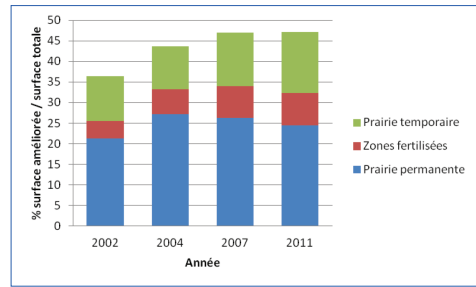


Figure 22. Évolution de l'utilisation du sol dans le bassin de Salto.

Tendances actuelles et perspectives

TENDANCE À L'AGRANDISSEMENT

Le bassin de Salto n'échappe pas à la tendance générale constatée à l'échelle de l'Uruguay, c'est-à-dire la disparition des petits exploitants livrant à la laiterie et la concentration dans la production laitière.

Le processus de concentration et d'intensification de la production laitière auquel on assiste dans le bassin de Salto, comme dans tout l'Uruguay, repose sur une meilleure productivité des élevages, comme le montrent les figures 21 et 22.

TENDANCE DIFFÉRENCIÉE EN FONCTION DE LA ZONE

Même s'il existe une tendance générale à l'échelle du bassin de Salto, comme nous venons de la décrire, l'évolution dépend de la zone considérée. C'est ainsi que, dans la zone de Itapebí-San Antonio, qui comprend la station expérimentale et où a été créée la première laiterie en 1930 à la demande des acteurs locaux, apparaît dans les années 1990, en particulier suite à la crise lainière et de la viande, une dynamique allant dans le sens d'une intensification de la production tout en augmentant la surface en pâture. C'est cette même dynamique qui a soutenu l'initiative de la Conaprole afin d'avoir une plus forte concurrence dans l'aval de la filière, et donc a priori un meilleur prix du lait payé aux producteurs. Dans cette zone, le nombre de producteurs s'est maintenu au cours des dernières années, comme l'indique la figure 23.

Dans la zone de Chapicuy, au nord du département de Paysandú, c'est-à-dire au sud du bassin laitier de Salto, la production laitière s'est développée dans les années 1970 comme une alternative à la culture de céréales, elle-même limitée par la dégradation des sols, et en vue de les récupérer. La dynamique laitière coïncide avec l'installation de l'industrie

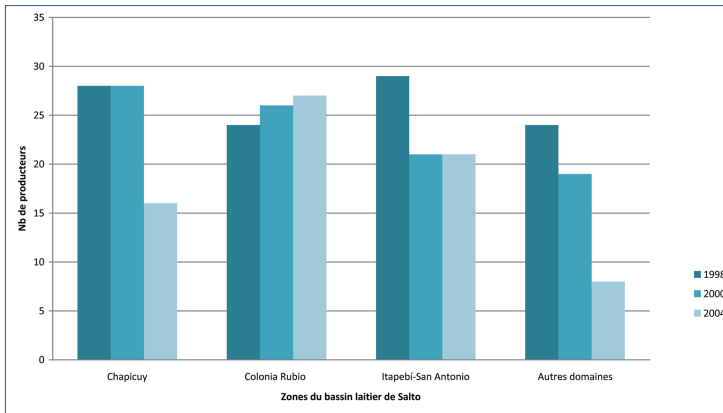


Figure 23. Évolution du nombre de producteurs laitiers en fonction de la zone du bassin (Arbeletche et al., 2006).

laitière pour l'exportation. Tant que le secteur laitier était porteur, les producteurs y ont investi. En revanche, dès les premiers signes de faiblesse, ils sont repartis vers la production végétale, ce qui explique le désintérêt de plusieurs producteurs pour le lait et l'abandon de l'activité.

La colonia Rubio est constituée de producteurs dont la surface est de l'ordre de 250 à 300 ha, distribuée dans les années 1950. Une particularité de la colonia Rubio est d'avoir toujours bénéficié de l'appui de l'INC (Institut national de la Colonisation), ainsi que de financements spécifiques pour la production familiale. De plus, la colonia se caractérise par une forte coopération et entraide entre les producteurs, ce qui leur a permis de mettre en place des mécanismes facilitant la gestion des exploitations et leur permettant d'accroître leurs revenus. Fort de ces atouts, la colonia Rubio n'a pas connu de baisse du nombre de producteurs. Au contraire, celui-ci augmente légèrement.

Dans les autres zones, principalement vouées à la production fruitière, notamment les *Citrus*, utilisant une haute technologie, la production laitière est toujours restée une activité secondaire, voire marginale. Au début des années 2000, la laiterie tenta de reconverter une partie des producteurs maraîchers vers la production laitière en favorisant l'augmentation des surfaces (cas de la colonia de Belém). Le succès ne vint pas pour des raisons de coût de transport et de qualité du lait. Aussi, le nombre de d'exploitations a fortement baissé.

CONCLUSION

Dans le double contexte de globalisation et de structures collectives qui caractérise l'Uruguay depuis le début de la colonisation, l'histoire récente montre une expansion du bassin laitier de Salto dans les années 1960 sous la double impulsion de politiques nationales promouvant à la fois l'industrie laitière et l'exportation, alors qu'à l'origine, le bassin laitier était centré sur l'approvisionnement de la ville de Salto. Puis, profitant des avancées technologiques diffusées pour la production de viande, le lait a progressivement pris la place de l'agriculture en crise, confrontée aux grandes variations de prix et limitée au marché interne. Cependant, au tournant du millénaire, le nombre de producteurs laitiers a diminué, en lien avec la forte instabilité du prix du lait directement inféodé au marché international. Pour se maintenir, les exploitations de taille moyenne ont augmenté leurs surfaces et intensifié leur production par l'intégration de technologies (tanks de refroidissement, traite mécanique, insémination artificielle, aliments concentrés...), technologies auxquels les petits producteurs n'ont pas eu accès, sauf dans des cas particuliers de structures collectives très efficaces comme celle de la colonia Rubio.

Nous avons vu que la production laitière à Salto a connu un développement plus ou moins parallèle à celui du reste du pays, tout en étant un peu « à la marge ». Cette situation prend son origine dans les difficultés de transport du lait frais jusqu'à la moitié de XX^e siècle, ce qui a conduit à un développement plus autonome de la production pour l'approvisionnement local...




Dans le gradient local-global qui est étudié dans cet ouvrage, le cas de l'Uruguay, et de Salto en particulier, se situe très nettement du côté du global. La logique générale est de générer un produit non différencié en vue de faire rentrer des devises dont le pays a besoin pour soutenir ses programmes sociaux. Les exigences se résument à sa qualité hygiénique et sanitaire irréprochable, ainsi qu'à une composition chimique qui lui permet d'être utilisée comme matière première pour une diversité de produits standard de grande consommation.

En contrepartie, cette production s'appuie sur un système familial structuré en entités communautaires et collectives, ainsi qu'en réseaux socioprofessionnels qui lui permettent d'impacter directement la réflexion et l'élaboration de politiques publiques, en particulier d'appuyer les mécanismes favorisant l'exportation car produisant aussi des ressources pour les programmes sociaux. De ce point de vue, le bassin laitier de Salto paraît très tourné sur le local dans la mesure où il profite du global pour améliorer à la fois les conditions de vie et les capacités d'adaptation à l'échelle locale, et ainsi asseoir la durabilité des producteurs familiaux.

Plusieurs facteurs viennent corroborer cette stratégie visant à profiter du global pour mieux soutenir le local, notamment les mesures de politiques publiques pour l'agriculture familiale, la large diffusion en milieu rural des nouvelles technologies de l'information et de la communication en vue de réduire l'asymétrie de l'accès à l'information, la nouvelle réglementation environnementale imposant une sole fourragère entre deux cultures de soja, etc.

Parmi les facteurs qui jalonnent l'évolution de la production laitière en Uruguay, on peut citer (i) le caractère relativement récent de l'activité – moins d'un siècle –, qui implique l'absence de tradition et d'attachement particulier à un produit, (ii) des structures communautaires et collectives efficaces et efficientes permettant d'adapter le socioécosystème au changement du contexte, (iii) des choix politiques courageux car tournés vers l'innovation et profondément ancrés dans des démarches participatives et (iv) des ressources naturelles importantes qui permettent d'envisager plusieurs scénarios.

Le scénario le plus probable est la poursuite de la production industrielle de lait dans le bassin de Salto à partir d'exploitations familiales qui deviendront à terme de véritables entreprises de production laitière ancrées dans des structures collectives et des réseaux socioprofessionnels leur permettant d'impacter les politiques publiques.

Pour en savoir plus: Régions2015  Fromages  Fromagerie1  Fromagerie2 

Références

- Presidencia del Uruguay, 2006. *Desde los tambos a las plantas : Conaprole cumple 70 años*, Entrevista realizada a Enrique Malcuori y Javier Fernández, gerentes de Conaprole. Consultado el 5 de agosto 2013 en http://archivo.presidencia.gub.uy/_Web/noticias/2006/06/2006062906.htm
- Arbeletche P., Bartaburu D., Correa P., Figari M., Morales H., 2006. « Cuenca Lechera de Salto : situación actual y perspectivas ». *Cangué* (28) :4-9.
- Arbeletche P., Bartaburu D., Correa P., Figari M., Morales H., 2007. « Caracterización de los productores de la Cuenca de Salto-Uruguay, según sus estrategia empresariales », *Revista de Desarrollo Rural y Cooperativismo agrario*, Zarazoga (10) :53-66.
- Arrarte S., 2008. « Hacia la economía política del conocimiento. Nuevas condiciones de sustentabilidad del potencial humano rural », In : *Anuario Opyya*, ministerio de Ganadería Agricultura y Pesca, Oficina de Programación y Política Agropecuaria, Hemisferio Sur, Montevideo :447-455.
- Attontay J.M., Soler L.G., 1991. "Renewing Strategic Decisión Aids", In : *Proceedings Meet. New Strategies at Farm Level*. REAE (18):423-442.
- Bagnato G., Pedemonte A., 2012. *Situación y perspectivas de la lechería Uruguaya. Enero-diciembre 2012* [En línea]. 20 marzo 2013. http://www.inale.org/innovaportal/file/2314/1/inale_situacion_y_perspectivas_de_la_lecheria_uruguaya_ene-dic_2012.pdf.
- Bosque M., Llambí F., 2003. *Proyecto de desarrollo de un predio lechero en el marco de una descripción del rubro en el departamento de Rocha*, Montevideo, Facultad de Agronomía, Uruguay.
- Craviotti C., 2001. « Tendencias en el trabajo agrario y dinámicas familiares », In : *Congreso Nacional de estudios del trabajo* (5º, 2001, Buenos Aires, Argentina), Asociación Argentina de Especialistas del Trabajo. 19 p. Consultado el 20 de febrero de 2010 en <http://www.aset.org.ar/congresos/5/aset/pdf/craviotticlara.pdf>

- DIEA-MGAP, 2003. *La lechería comercial en Uruguay. Contribución a su conocimiento*, DIEA-MGAP junio 2003, <http://www.mgap.gub.uy/diea>
- Flamenbaum I., 1994. *Factores que afectan la producción lechera en la zona Norte*, Informe de Consultoría, Comisión Honoraria del plan Agropecuario, 18 p.
- Hernández A., 2011. « Complejo Lechero », In : Vassallo M. (ed). *Dinámica y competencia intrasectorial en el agro. Uruguay 2000-2010*, Facultad de Agronomía, Montevideo :53-71.
- Marrero M., Blasi C., Grosso S., Bagnato G., 2008. *Cadena Láctea* [En línea]. 23 mayo 2010. www.mtop.gub.uy/gxpsites/agxppdwn?1,9,331,O,S,0,3003%3BS%3B1%3B163
- Mc Connell D.J., Dillon J.L., 1997. “Agricultural and farms systems – Concepts and definitions”, In: *Farm Management for Asia: a system approach* (13):1-17, FAO, Roma. Consultado en diciembre del 2009 en [http://books.google.es/books/Mc Connell, Dillon, J.L./1997/](http://books.google.es/books/Mc%20Connell,%20Dillon,%20J.L./1997/)
- Neiman G., Álvarez A., Berger M., 2001. « El trabajo agropecuario en el Mercosur : tendencias generales y diferencias nacionales », In : *Trabajo de campo. Producción, tecnología y empleo en el medio rural*. Ciccus, Buenos Aires : 32-52.
- Piedrabuena L., Arbeletche P., 2014. « Estrategias empresariales en el complejo lácteo del litoral norte », *Agrociencias* 18(2) :137-147. Facultad de Agronomía. Universidad de la República.
- Uruguay XXI, 2012. *Sector lácteo. Oportunida desde inversión en Uruguay* [En línea]. 13 marzo 2013. <http://www.uruguayxxi.gub.uy/wp-content/uploads/2011/11/Sector-L%C3%A1cteo-Uruguay-XXI-Julio-2012.pdf>
- Vaillant M., 1998. *Cluster lácteo en el Uruguay* [En línea]. 13 marzo 2013. <http://www.eclac.org/ddpeuda/publicaciones/xml/9/8209/LCR1845.pdf>
- Viera E., Bengoa F., Bagnato G., Arlboleya I., 2013. *El sector lechero Uruguayo. Contribución de las políticas públicas y de la institucionalidad sectorial a su desarrollo*. Programa Regional Fida Mercosur (Mercosur-Claeh) XX reunión especializada de agricultura familiar (REAF)-PPTV. Seminario sobre producción, comercialización y políticas públicas para la Seguridad Alimentaria. 15 p. http://fidamercosur.org/site/images/BIBLIOTECA/2013/Publicaciones/El_sector_lechero_uruguayo.pdf



Votre avis nous intéresse

POUR CITER CE CHAPITRE

Correa P., Arbeletche P., Piedrabuena L., Bartaburu D., Tourrand J.F., Morales Grosskopf H., 2015. « Bassin laitier de Salto (Uruguay). L'expansion d'un bassin basé sur le développement de l'agro-industrie et de l'exportation », In Napoléone M., Corniaux C., Leclerc B. (coords), *Voies lactées. Dynamique des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Inra-Sad – Cardère :39-65. DOI : 10.15454/1.44773668766975E12

AFFILIATIONS DES AUTEURS

Pastora CORREA, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Salto, Uruguay
 Pedro ARBELETCHÉ, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Paysandú, Uruguay
 Laura PIEDRABUENA, Facultad de Agronomía, Dept. Ciencias sociales, Montevideo, Uruguay
 Danilo BARTABURU, Instituto plan agropecuario, Salto, Uruguay
 Jean-François TOURRAND, Cirad, UMR Green, F-34060 Montpellier, France
 Hermès MORALES GROSSKOPF, Instituto plan agropecuario, Montevideo, Uruguay

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet de recherches Mouve financé par l'Agence nationale de la recherche (projet ANR-2010-STRA-005-01).



SOMMAIRE

Remerciements..... 5

Préface

Benoît Dedieu, Patrick Caron 9

Introduction

Martine Napoléone, Christian Corniaux 13

MÉTHODE D'ANALYSE DES RECONFIGURATIONS DES BASSINS LAITIERS

De la trajectoire singulière aux processus communs

Martine Napoléone, Christian Corniaux 21

HISTOIRES SINGULIÈRES DE SEPT BASSINS LAITIERS SUR QUATRE CONTINENTS

Bassin laitier de Salto (Uruguay)

L'expansion d'un bassin laitier basé sur le développement de l'agroindustrie et de l'exportation

Pastora Correa, Pedro Arbeletche, Laura Piedrabuena, Danilo Bartaburu, Jean-François
Tourrand, Hermès Morales Grosskopf..... 39

Bassin laitier de Ba Vi (Vietnam)

Un territoire d'élevage façonné par les politiques publiques, entre modèle industriel et soutien à la paysannerie

Guillaume Duteurtre, Duy Khanh Pham, Jean-Daniel Cesaro 67

Bassin laitier du Livradois-Forez (France)

Vers un réancrage de la production laitière dans le territoire

Marie Houdart, Virginie Baritoux, Sylvie Cournut..... 89

Bassin laitier des « Quatre Montagnes » (France)

Influences extérieures, réaction des acteurs locaux et réinvention de la tradition

Sophie Madelrieux, Françoise Alavoine-Mornas 111

Bassin laitier de la basse vallée du fleuve Sénégal (Sénégal)

Le développement de la filière entre lait local et lait en poudre importé

Christian Corniaux 143

<i>Bassin laitier « Pélaridon en Cévennes méridionales » (France)</i> <i>Construire une filière localisée qui reste affranchie des dynamiques industrielles</i>	
Martine Napoléone, Jean-Pierre Boutonnet.....	157
<i>Bassin laitier de Brasil Novo (Brésil)</i> <i>L'émergence d'un bassin laitier localisé sur un front pionnier</i>	
René Pocard, Soraya Carvalho.....	185

FORMES ET MOTEURS DES RECONFIGURATIONS DES BASSINS LAITIERS

<i>Les conditions d'interaction entre dynamique de bassins laitiers et dynamique territoriale</i>	
Marie Houdart, René Pocard.....	209
<i>Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation</i>	
Christian Corniaux, Virginie Baritoux, Sophie Madelrieux	227
<i>L'évolution conjointe des bassins laitiers et des systèmes d'alimentation des élevages : quelle combinaison des ressources ?</i>	
Alain Havet, Sylvie Cournot, Sophie Madelrieux, Martine Napoléone.....	249
<i>Entre local et global : quelles reconfigurations à l'œuvre dans les bassins laitiers ? Analyse comparative dans des bassins laitiers au Nord et au Sud</i>	
Martine Napoléone, Jean-Pierre Boutonnet	267

CONCLUSION, POSTFACE ET ANNEXES

<i>Conclusion</i>	
Christian Corniaux, Martine Napoléone	299
<i>Postface. Le lait, la vie, les technologies et des hommes...</i>	
Bernard Hubert.....	305
<i>Annexe 1 – Sigles utilisés</i>	310
<i>Annexe 2 – Voyage aux pays du lait : dynamiques laitières dans le monde</i>	
Christian Corniaux	312
<i>Annexe 3 – Repères chronologiques concernant l'agriculture, l'élevage, le développement rural en France</i>	321
<i>Les auteurs</i>	326